

Instrumentalisation de la question palestinienne

L'AFPS est une association laïque qui défend les droits des Palestiniens : nous ne privilégions ni n'ostracisons aucune religion. Notre engagement pour la Palestine est basé sur la défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et sur la défense des droits humains de manière générale : notre combat est intimement lié à la lutte contre toutes les formes de racisme. Nous ne pouvons donc accepter que certains utilisent la question palestinienne pour des visées racistes, qu'elles soient islamophobes ou antisémites. Mais, pour mener à bien notre combat, nous devons accepter d'affronter la complexité des choses... sous peine de tomber dans un discours purement moralisateur qui aurait toutes les « chances » d'être inefficace !

L'expérience militante du GL de Rennes a montré qu'une présence de l'AFPS dans les quartiers populaires, avec des discussions, était nécessaire et productive et que cette présence devait prendre en compte à la fois notre expérience de terrain en Palestine mais aussi la réalité sociale de ces quartiers s'il l'on voulait avoir des chances d'être entendus.

Instrumentalisation par les défenseurs de la politique israélienne

Tous les rapports le montrent, on peut globalement affirmer que la « pensée antisémite » a très largement diminué dans la société française, bien qu'il reste incontestablement une certaine forme d'antisémitisme « irréductible » (dont on a un peu trop tendance à oublier qu'il est porté par une bonne partie de l'extrême droite bien blanche) et bien que, selon des sondages, la population ait un sentiment inverse (ce n'est sans doute pas sans lien avec le traitement médiatique qui lui est accordé).

Le discours tenu par les instances dites représentatives de la communauté juive prétend que l'antisémitisme serait en plein essor et « viscéral » chez les Musulmans, la situation au Proche-Orient n'étant finalement qu'un « prétexte ». En même temps, ces mêmes instances dénoncent l'antisémitisme... en brandissant des drapeaux d'Israël et des portraits de ses dirigeants ! Pour les défenseurs inconditionnels de la politique israélienne, critiquer Israël serait donc aujourd'hui faire acte d'antisémitisme. Et ce que certains appellent « le nouvel antisémitisme » serait une émanation des « jeunes des quartiers » antisionistes donc antisémites.

Admettre une corrélation entre des pics d'antisémitisme

et les événements du Proche Orient, c'est conférer à ce racisme anti-juif un caractère conjoncturel et se donner les moyens de le combattre par un discours politique. Un impératif pour cela : accepter de reconnaître le caractère colonial de la politique israélienne. Hannah Arendt refusait le mythe d'un antisémitisme éternel, a-historique et plaïdait pour l'acceptation « *de toute discussion du problème en terme spécifiquement historique* ». Aujourd'hui, il s'agit le plus souvent d'un antisémitisme de l'ignorance qui confond le Juif français avec les dirigeants d'Israël dont il serait forcément complice. Parallèlement, on connaît les traitements politique et médiatique de deux poids deux mesures concernant la situation internationale : de quoi alimenter la théorie du « complot ».

Instrumentalisation par des gens se prétendant antisionistes

Force est de constater un lien entre certains slogans et actes antisémites et les événements du Proche-Orient⁽¹⁾ et une instrumentalisation, par certains, de la cause palestinienne pour alimenter l'antisémitisme. C'est totalement inacceptable en soi, de plus cela détourne une partie de la population, potentiellement sympathisante, d'un réel soutien à la Palestine et nuit gravement à sa cause. Mais, lutter efficacement contre ce phénomène, implique de bien comprendre le terreau sur lequel il prend racine.

Quelle(s) réponse(s) ?

Concernant en particulier certains jeunes des quartiers populaires, il serait contre-productif, au nom de la lutte contre l'antisémitisme, de les condamner de manière rédhibitoire, en minimisant le mal-être de certains qui, par quête de dignité et de reconnaissance, s'identifient aux Palestiniens sur des bases erronées. Il s'agit au contraire de reconnaître, en préalable, les injustices sociales, les discriminations, les violences policières dont ils sont victimes (NB : la probabilité d'être contrôlé par la police est de 4 à 11 fois plus forte si l'on est perçu comme « noir », de 3 à 13 fois si l'on est perçu comme « arabe », par exemple) et de leur dire afin de pouvoir ouvrir sereinement le débat : seul un regard global et rationnel peut permettre de sortir du cadre ethnico-religieux, terrain privilégié par

(1) Répression de la deuxième intifada, blocus et bombardements de Gaza, agression israélienne au Liban, attaque du Mavi Marmara, etc.

Fiche formation

certaines idéologies. Ce qui est en question est bien de provoquer des rencontres solidaires sur le plan national et international en resituant les responsabilités politiques.

Comme l'a écrit Pascal Boniface : « *Ce qui dresse les uns contre les autres, ce n'est pas d'évoquer la réalité, c'est de ne pas s'indigner de la même façon en présence de faits répréhensibles comparables, mais de graduer son indignation en fonction de l'identité de la victime. Ce qui dresse les uns contre les autres, c'est d'agir comme si tous les Français n'étaient pas égaux et n'avaient pas droit à la même protection ni à la même solidarité. Demander l'égalité de traitement entre tous les Français, ce n'est pas les dresser les uns contre les autres mais les rassembler* ».

On peut dire la même chose sur le plan international. Maxime Rodinson écrivait en 1967 : « *On n'arrivera pas à la paix en disant aux Arabes qu'ils ont le devoir d'applaudir leurs conquérants parce que ceux-ci sont européens... développés, révolutionnaires ou socialistes, encore moins parce qu'ils sont tout simplement juifs* ». On n'arrivera pas plus à convaincre les jeunes d'origine arabo-musulmane en leur répétant à l'envi qu'ils doivent applaudir Israël parce qu'il représenterait la démocratie et la modernité dans un monde arabe irrémédiablement inculte et fanatique. On n'offrira aucun barrage à l'antisémitisme en excusant systématiquement, ou pire en soutenant la politique d'épuration ethnique et de colonisation israélienne.

Le temps doit être à l'action commune contre les discriminations

Pour lutter contre l'antisémitisme, il est indispensable d'entendre les revendications des personnes discriminées, même si elles sont parfois instrumentalisées. Il faut leur donner acte qu'il n'y a pas de justice sociale en France, qu'une partie de la population est victime de discriminations racistes, qu'il y a une politique de deux poids deux mesures au plan international, que les puissances occidentales ne se sont pas départies d'un positionnement néocolonial sur le reste de la planète. Il est important de comprendre que la majorité des griefs des jeunes des quartiers dénote une réelle prise de conscience des problèmes, mais que c'est l'analyse des responsabilités qui est mauvaise et qu'aucune perspective politique n'est avancée pour en sortir, que ce soit sur le plan national ou sur le plan international.

Ainsi Alain Soral par exemple, qui a une influence particulièrement néfaste, dénonce « le système » mais se garde bien de proposer des perspectives politiques. Cela lui permet de ratisser large, côté musulman comme

côté catholiques intégristes, jeunes déçus par la gauche ou nazillons d'extrême droite. Celui-là même qui prétend dénoncer le « *judaïsme financier gouverneur de la planète* » est parfaitement intégré dans la recherche du profit, tout comme son ami Dieudonné. Il faut dire et répéter qu'ils font de leur antisémitisme un réel fond de commerce : abonnements payants, boutiques, maisons d'édition, etc. Important également de démontrer l'incohérence de leur argumentation dans tous les domaines : eux qui dénoncent le « *complot juif mondial* » qui « *noyauterait tous les circuits d'information* »... sont les premiers à se servir de Google et des réseaux sociaux ! D'ailleurs ils ne sont que là, en matière de solidarité : absents des mouvements sociaux, absents des luttes contre le racisme ou pour les migrants, absents de la solidarité concrète avec la Palestine !

Responsabilité morale et politique

La défense des droits des Palestiniens nous place dans une posture de responsabilité morale, « civique », particulière. Notre façon de l'appréhender a des conséquences directes sur notre propre société. L'approche du conflit israélo-palestinien est, pour une part, révélatrice des représentations et des rapports de forces existant dans la société française : appréhension de notre histoire coloniale, de la notion d'identité, de la place des religions dans la société, des valeurs référentielles (démocratie, laïcité...), de l'islamophobie – on parle désormais « d'ennemi intérieur » –, du rôle des médias, etc. D'autre part il faut distinguer le plan de la politique de celui des conflits religieux. La critique fondamentale des choix politiques des gouvernements israéliens ne doit concerner ni toute la population du pays ni sa culture. Toute autre attitude aboutirait à renforcer les positions du pouvoir israélien.

Parce que la question palestinienne renvoie aux valeurs universelles, parce qu'elle peut rassembler des personnes d'horizons politiques, associatifs, culturels, religieux divers, elle peut aussi constituer un facteur de cohésion sociale en France et l'aider à se redéfinir.

Joëlle Couillandre

Bibliographie

- « *La galaxie Dieudonné, pour en finir avec les impostures* » (M. Briganti, A. Déchet, JP. Gautier), éditions Sylepse
- « *Le système Soral, enquête sur un fachisme business* » (R. D'Angelo, M. Molard), éditions Calmann-Lévy
- « *Une parole juive contre le racisme* » (UJFP), éditions Sylepse